



Conférence des Parties

Trente et unième session

Antalya, 9-20 novembre 2026

Composition par sexe

Rapport du secrétariat

Résumé

Établi chaque année par le secrétariat, le présent rapport vise à aider les Parties à suivre les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif d'un équilibre entre hommes et femmes dans le cadre de l'élaboration de politiques climatiques tenant compte des questions de genre. On y trouve des données relatives à la composition par sexe des organes constitués au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, ainsi qu'à la composition par sexe et par âge des délégations des Parties présentes aux sessions tenues au titre de ces trois instruments, ces données étant comparées avec celles des années précédentes. Le rapport contient en outre des informations sur l'application par le secrétariat des décisions qui s'inscrivent dans une perspective de genre. Il comprend aussi des informations relatives à plusieurs produits prescrits dans le Plan d'action de Belém relatif au genre pour la période 2026-2034, notamment en ce qui concerne la composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne aux conférences des Nations Unies sur les changements climatiques.



Abréviations et acronymes

CET	Comité exécutif de la technologie
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
Comité de Katowice sur les impacts	Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre
Comité de Paris	Comité de Paris sur le renforcement des capacités
COP	Conférence des Parties
CPF	Comité permanent du financement
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
GCE	Groupe consultatif d'experts
Groupe de facilitation	Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones
LEG	Groupe d'experts des pays les moins avancés
MDP	mécanisme pour un développement propre
Mécanisme international de Varsovie	Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques
Partie non visée à l'annexe I	Partie non visée à l'annexe I de la Convention
Partie visée à l'annexe I	Partie visée à l'annexe I de la Convention
PEID	petit(s) État(s) insulaire(s) en développement
PMA	pays les moins avancés
pp*	point de pourcentage
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

* Abréviation utilisée uniquement dans les tableaux.

I. Introduction

A. Mandat et contexte

1. À sa dix-huitième session, la Conférence des Parties (COP) a considéré que des efforts supplémentaires devaient être faits par toutes les Parties pour améliorer la représentation des femmes dans les organes créés au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ou du Protocole de Kyoto, comme le prévoit la décision 36/CP.7. Elle a fixé comme objectif la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes constitués au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, afin d'améliorer la participation des femmes et de bénéficier de leurs avis pour que les politiques relatives aux changements climatiques soient plus efficaces et répondent, sur la base de l'égalité, aux besoins des femmes et des hommes. Elle a aussi invité les Parties à s'efforcer d'assurer la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les délégations qu'elles envoient aux sessions tenues au titre de la Convention ou du Protocole de Kyoto¹.

2. Toujours à sa dix-huitième session, la COP a prié le secrétariat² :

a) De tenir à jour les informations sur la composition par sexe des organes créés au titre de la Convention ou du Protocole de Kyoto, avec notamment des données sur la représentation des femmes issues de groupes régionaux ;

b) De rassembler des données sur la composition par sexe des délégations présentes aux sessions tenues au titre de la Convention ou du Protocole de Kyoto ;

c) De lui communiquer les informations visées aux alinéas a) et b) pour examen sur une base annuelle, afin de permettre le suivi des progrès réalisés vers l'objectif d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes en vue d'améliorer les politiques relatives au climat tenant compte des questions de genre.

3. Par la suite, la COP a demandé au secrétariat de faire figurer, dans le rapport annuel sur la composition par sexe, des renseignements sur la façon dont il appliquait les décisions s'inscrivant dans une perspective de genre, conformément aux politiques applicables en la matière au titre de la Convention³, et de renforcer, dans le cadre de ce rapport et d'études de cas, le suivi de la situation et la remontée d'informations concernant les femmes occupant des postes de direction au sein du processus découlant de la Convention⁴.

4. Dans des décisions ultérieures, la COP a pris acte des rapports annuels sur la composition par sexe⁵ et a replacé dans leur contexte diverses conclusions, notamment en ce qui concerne l'absence persistante de progrès réalisés en matière de représentation des femmes dans différents aspects du processus découlant de la Convention⁶.

5. À sa trentième session, la COP a adopté le Plan d'action de Belém relatif au genre pour la période 2026-2034⁷, dans lequel elle a prié le secrétariat⁸ :

a) De lui soumettre, à ses trente et unième, trente-cinquième et trente-neuvième sessions, un rapport sur la composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu de la part du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention un financement visant à les aider à participer en personne aux conférences des Nations Unies sur les changements climatiques ;

b) De fournir des renseignements sur l'application du paragraphe 23 de la décision 7/CP.29 ;

¹ Décision 23/CP.18, par. 1, 2 et 7.

² Décision 23/CP.18, par. 8.

³ Décision 18/CP.20, par. 4.

⁴ Décision 3/CP.25, annexe, tableau 5, activité E.1.

⁵ Décisions 20/CP.26, par. 6, 7/CP.29, par. 2, et 7/CP.30, par. 2.

⁶ Voir décisions 20/CP.26, par. 6, et 7/CP.30, par. 2.

⁷ Décision 7/CP.30, par. 6.

⁸ Décision 7/CP.30, annexe, tableau 2 (produit B.2.3), tableau 4 (produit D.1.3) et tableau 5 (produits E.1.1 et E.1.2).

c) D'inclure, dans le rapport sur la composition par sexe, des informations supplémentaires portant notamment sur les tendances, les progrès et les lacunes qui persistent ;

d) D'inclure, dans le rapport sur la composition par sexe, des études de cas fondées sur des données probantes, équilibrées sur le plan régional et portant sur des facteurs multidimensionnels.

6. À sa trentième session également, la COP a prié le secrétariat de communiquer les conclusions du rapport sur la composition par sexe aux chefs de délégation⁹.

7. Toujours à sa trentième session, la COP a invité les Parties et les entités ayant le statut d'observateur à soumettre des contributions sur les bonnes pratiques permettant de garantir la participation pleine et entière des femmes et leur rôle directeur, dans des conditions d'égalité avec les hommes, ainsi que l'équilibre entre les genres au niveau national, y compris aux postes politiques et techniques dans les ministères et les délégations et aux fonctions électives dans le cadre de la Convention, ces contributions venant alimenter le rapport sur la composition par sexe. Elle a également invité les Parties et les présidences de la COP à présenter un compte rendu volontaire de la composition par sexe (données ventilées par genre et par âge) des délégations nationales et des équipes techniques à l'appui de la présidence de la COP et des champions de haut niveau¹⁰.

B. Objet

8. Le présent rapport contient des données instantanées¹¹ et comparatives en lien avec la Convention, le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris, qui concernent :

a) La composition par sexe des organes constitués au titre des instruments susmentionnés (voir le tableau 1) ;

b) La composition par sexe et par âge des délégations des Parties ayant participé aux sessions des organes relevant de la Convention (voir les tableaux 2 à 4)¹² ;

c) La composition par sexe des bureaux (voir le tableau 5) ;

d) La composition par sexe des bureaux, par groupe régional (voir le tableau 6) ;

e) La composition par sexe des organes constitués, par groupe régional et autre groupement de Parties et par région socioculturelle autochtone reconnue par l'ONU (voir l'annexe I).

9. On y trouvera aussi une étude de cas sur la composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu de la part du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention un financement visant à les aider à participer en personne aux conférences des Nations Unies sur les changements climatiques (voir le chapitre III).

10. En outre, le rapport contient des renseignements sur l'application par le secrétariat des décisions qui s'inscrivent dans une perspective de genre, conformément aux politiques applicables en la matière au titre de la Convention (voir l'annexe II).

⁹ Décision 7/CP.30, annexe, tableau 5, produit E.1.4.

¹⁰ Décision 7/CP.30, annexe, tableau 5, produits E.1.3 et E.1.5.

¹¹ Au 30 juin 2026, sauf indication contraire.

¹² Les informations sont fondées sur les données renseignées au moment de l'inscription aux sessions. Aux fins de l'analyse réalisée pour le présent rapport, et en l'absence d'informations précises, les titres et dates de naissance indiqués par les membres des délégations ont été utilisés pour déterminer leur sexe et leur âge. Il est entendu que les titres « M. », « M^{me} », « Mx » et « Ind. » ne permettent pas de déterminer le sexe. Sauf indication contraire, les chiffres ne tiennent pas compte des personnes ayant indiqué pour titre « Mx », « Ind. » ou « préfère ne pas répondre ».

C. Mesures que pourrait prendre la Conférence des Parties

11. La COP souhaitera peut-être :

- a) Prendre en compte les informations figurant dans le présent rapport au moment de nommer les représentants et experts qui siégeront dans les organes constitués au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto ou de l'Accord de Paris¹³ ;
- b) Prendre en compte les informations figurant dans le présent rapport pour s'efforcer de parvenir à une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les délégations des Parties ;
- c) Encourager les Parties à soumettre des contributions sur les bonnes pratiques permettant de garantir la participation pleine et entière des femmes et leur rôle directeur, dans des conditions d'égalité avec les hommes, ces contributions pouvant alimenter le rapport sur la composition par sexe¹⁴.

II. Données sur la composition par sexe

A. Composition par sexe des organes constitués

12. La composition par sexe des organes constitués varie d'un organe à l'autre et d'une année sur l'autre (voir le tableau 1). En 2026, le taux de représentation des femmes s'est établi entre 20 % pour le Conseil exécutif du MDP et la Chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions et 67 % pour le Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris et le Comité de Paris. Depuis la publication du rapport de 2025, la représentation des femmes a progressé dans sept organes, a reculé dans cinq autres et n'a pas changé dans cinq.

13. En 2026, sept organes constitués, soit le même nombre qu'en 2025 et 2024, ont fait savoir qu'ils avaient atteint l'objectif d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes. Sur ces sept organes, un a déclaré qu'il comptait autant de femmes que d'hommes (GCE) et les six autres ont indiqué qu'ils comptaient 55 % (CPF), 58 % (Comité de Katowice sur les impacts), 63 % (Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie), 66 % (Conseil consultatif du Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques et Comité de Paris) et 67 % (Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris et Comité de Paris) de femmes.

14. En 2026, la représentation des femmes était supérieure ou égale à 40 % dans 9 des 17 organes constitués. En moyenne, les postes des organes constitués étaient occupés à 44 % par des femmes en 2026, contre 40 % en 2025¹⁵.

15. Depuis 2013, les informations sur la composition par sexe des organes constitués sont compilées dans un rapport du secrétariat consacré à ce sujet et, depuis 2014, comparées à celles incluses dans le rapport de l'année précédente. Depuis 2021, une comparaison avec les données du tout premier rapport de ce type, publié en 2013 (voir le tableau 1)¹⁶, est également incluse.

16. Entre 2013 et 2026, le taux de représentation des femmes a augmenté dans 12 organes constitués, les hausses les plus importantes ayant été enregistrées par le Conseil consultatif du Réseau de Santiago (où ce taux est passé de 33 à 66 %).

¹³ Des informations sur la composition de ces organes et l'élection de leurs membres sont disponibles à l'adresse <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/election-and-membership>.

¹⁴ Décision 7/CP.30, annexe, tableau 5, produit E.1.3.

¹⁵ Calculé sur la base du nombre total de représentants des Parties et de représentants des organisations de peuples autochtones au sein du Groupe de facilitation. Si l'on exclut les représentants des organisations de peuples autochtones, les femmes occupaient en moyenne 44 % des postes en 2026, soit plus qu'en 2025.

¹⁶ FCCC/CP/2013/4.

Tableau 1

Composition par sexe des organes constitués au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto ou de l'Accord de Paris

<i>Organe</i>	<i>Nombre total de membres^a</i>	<i>Nombre de femmes présidentes, coprésidentes ou vice-présidentes</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Nombre d'hommes</i>	<i>Pourcentage de femmes^b</i>	<i>Évolution du nombre de femmes par rapport à 2025 (pp)</i>	<i>Évolution du nombre de femmes par rapport à 2013 (pp)^c</i>
Comité de l'adaptation	16	1/–	8	7	42	–14	23
Conseil consultatif du Réseau de Santiago	12	1/–	8	4	66	8	33
Conseil du Fonds pour l'adaptation	16	0/1	5	8	31	13	0
Conseil exécutif du MDP	10	0/0	2	8	20	0	0
GCE	24	1/–	12	9	50	25	–2
Comité de contrôle du respect des dispositions (chambre de l'exécution)	10	0/1	2	7	20	–10	0
Comité de contrôle du respect des dispositions (chambre de la facilitation)	10	0/1	3	7	30	0	20
Conseil consultatif du CRTC	18	1/1	7	9	39	0	26
Groupe de facilitation ^d	14	1/2	6	8	43	–3	29
Comité de Katowice sur les impacts	12	1/–	7	5	58	8	44
LEG	17	0/0	4	10	23	0	8
Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris	12	1/–	8	4	67	0	25
Comité de Paris	12	2/0	8	4	67	8	17
CPF	20	2/0	11	9	55	–5	30
Organe de supervision	12	0/1	4	8	33	8	0
CET	22	0/1	7	12	32	9	22
Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie	20	2/0	12	7	63	–5	30

Note : Les données présentées dans ce tableau sont fondées sur la composition effective de chaque organe au 19 juin 2026, selon la liste officielle des membres des organes constitués au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris. La liste actuelle des membres est disponible à l'adresse <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/election-and-membership#General-membership-information>. Ces données concernent les représentants des gouvernements et des peuples autochtones.

^a Les chiffres figurant dans cette colonne correspondent au nombre total de postes dans chaque organe, lequel peut différer du nombre de postes effectivement pourvus au 19 juin 2026.

^b Le pourcentage est calculé sur la base du nombre total de postes. Les pourcentages sont arrondis à l'unité supérieure ou inférieure la plus proche.

^c Comme certains organes constitués ont été établis après 2013 (Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie en 2014, Comité de Paris en 2017, Groupe de facilitation et Comité d'experts de Katowice en 2019, Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris en 2020, Organe de supervision en 2021 et Conseil consultatif du Réseau de Santiago en 2024), les chiffres pris en compte sont ceux de leur année de création.

^d Le Groupe de facilitation se compose de 14 membres, dont la moitié sont des représentants des Parties, et l'autre, des représentants d'organisations de peuples autochtones. Les représentants des Parties sont nommés par leur groupe régional ou collectif respectif, et les représentants des peuples autochtones sont nommés par les peuples autochtones, par l'intermédiaire de leurs coordonnateurs. Le Groupe de facilitation élit chaque année deux coprésident(e)s et deux vice-président(e)s parmi ses représentants pour un mandat d'un an. Un(e) coprésident(e) et un(e) vice-président(e) représentent les Parties, tandis que les deux autres représentent les peuples autochtones.

17. Le nombre de représentantes élues à la présidence ou à la coprésidence d'un organe constitué s'élève à 13, soit une de moins par rapport à 2025. Le nombre de représentantes ayant occupé le poste de vice-président d'un organe constitué est passé de deux en 2025 à huit en 2026.

18. Plusieurs organes constitués comptent des membres suppléants, qui contribuent activement aux travaux. Le nombre de femmes par rapport au nombre total de membres suppléants¹⁷ est indiqué ci-après :

- a) Conseil du Fonds pour l'adaptation : 14 membres suppléants (6 femmes) ;
- b) Conseil exécutif du MDP : 9 membres suppléants (3 femmes) ;
- c) Chambre de l'exécution du Comité de contrôle du respect des dispositions : 9 membres suppléants (4 femmes) ;
- d) Chambre de la facilitation du Comité de contrôle du respect des dispositions : 9 membres suppléants (1 femme) ;
- e) Groupe de facilitation : 11 membres suppléants (8 femmes – 2 représentantes de gouvernements et 6 représentantes de peuples autochtones) ;
- f) Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris : 12 membres suppléants (3 femmes) ;
- g) Organe de supervision : 11 membres suppléants (2 femmes).

B. Composition par sexe des organes constitués, par groupe régional et autre groupement de Parties et par région socioculturelle autochtone reconnue par l'ONU

19. Les Parties à la Convention sont réparties selon les cinq groupes régionaux de l'ONU : États d'Afrique, États d'Asie et du Pacifique, États d'Europe orientale, États d'Amérique latine et des Caraïbes, et États d'Europe occidentale et autres États.

20. Outre ces cinq groupes régionaux, le processus découlant de la Convention prévoit plusieurs autres groupements de Parties pour ce qui est de la composition des organes. Afin de donner une image complète de la situation actuelle, le présent rapport fournit des renseignements sur le nombre de femmes membres des organes constitués par groupement de Parties, à savoir les Parties visées à l'annexe I, les Parties visées à l'annexe II, les pays développés Parties, les pays en développement Parties, les Parties en transition, les PMA, les Parties non visées à l'annexe I et les PEID.

21. Il est également tenu compte des régions socioculturelles autochtones reconnues par l'ONU aux fins de la composition du Groupe de facilitation, qui compte plusieurs représentants d'organisations de peuples autochtones.

22. La composition par sexe des organes constitués¹⁸, par groupe régional et autre groupement de Parties et par région socioculturelle autochtone reconnue par l'ONU est présentée dans les tableaux I.1 et I.2.

C. Composition par sexe des délégations des Parties

23. Il est indispensable que les femmes soient représentées dans les instances décisionnelles du processus découlant de la Convention si l'on veut atteindre l'objectif d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes énoncé dans les décisions [23/CP.18](#), [3/CP.25](#) et [7/CP.30](#). On trouvera dans le tableau 2 des renseignements sur la composition par sexe des délégations des Parties présentes aux dernières sessions des organes relevant de la

¹⁷ Postes effectivement pourvus au 30 juin 2026.

¹⁸ Voir la note 17 ci-dessus.

Convention et, dans les tableaux 3 et 4, des renseignements sur le sexe et l'âge¹⁹ des membres des délégations des Parties présentes à ces sessions ainsi que des chefs et chefs adjoints²⁰.

Tableau 2

Composition par sexe des délégations des Parties aux dernières sessions des organes relevant de la Convention

<i>Sessions</i>	<i>Nombre total de membres</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Nombre d'hommes</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Évolution du nombre de femmes par rapport à 2025 (pp)</i>
COP 30, CMP 20 et CMA 7					
Membres des délégations des Parties	15 860	6 923	8 821	43,6	5,8
Chefs et chefs adjoints de délégation	644	235	391	36,5	4,1
Soixante-quatrième session des organes subsidiaires					
Membres des délégations des Parties	2 680	1 356	1 296	50,6	-2,6
Chefs et chefs adjoints de délégation	342	148	183	43,2	3,1

Note : En tout, 173 membres de délégation et chefs ou chefs adjoints de délégation ont indiqué comme titre « Mx » ou n'ont pas indiqué de titre ; leur sexe n'a donc pas pu être déduit. Ces personnes ont été incluses dans le nombre total de membres, mais pas dans les chiffres ventilés par sexe.

24. Le tableau 2 montre que le pourcentage de femmes dans les délégations des Parties a augmenté de 5,8 points de pourcentage entre la vingt-neuvième session de la COP, la dix-neuvième session de la CMP et la sixième session de la CMA et la trentième session de la COP, la vingtième session de la CMP et la septième session de la CMA. De même, on constate une augmentation (4,1 points de pourcentage) du taux de représentation des femmes parmi les chefs et les chefs adjoints de délégation. À la soixante-quatrième session des organes subsidiaires, l'équilibre femmes-hommes a été atteint parmi les membres des délégations des Parties, puisque 50,6 % des membres étaient des femmes (soit une baisse de 2,6 points de pourcentage par rapport à la soixante-deuxième session). En outre, la proportion de femmes parmi les chefs et chefs adjoints de délégation a augmenté de 3,1 points de pourcentage (43,2 %) par rapport à la soixante-deuxième session des organes subsidiaires.

25. Les tableaux 3 et 4 mettent en évidence la relation entre le sexe et l'âge, parmi les membres des délégations, d'une part, et parmi les chefs et chefs adjoints de délégation, de l'autre. Dans la continuité de la tendance observée dans les rapports précédents, il existe dans ces deux groupes une nette corrélation entre âge et sexe : le pourcentage de femmes diminue fortement à mesure que l'âge augmente. Ainsi, les femmes constituaient la majorité des représentants âgés de moins de 26 ans et de ceux appartenant à la tranche d'âge 26-35 ans présents aux dernières sessions des organes relevant de la Convention. Les chefs et chefs adjoints de délégation âgés de 26 à 35 ans comptaient 58 % de femmes à la trentième session de la COP, à la vingtième session de la CMP et à la septième session de la CMA et 63 % à la soixante-quatrième session des organes subsidiaires (il atteignait même 100 % de femmes pour la tranche d'âge des moins de 26 ans). Lors de ces sessions, les femmes âgées de 36 ans et plus étaient nettement moins nombreuses : dans la tranche d'âge 36-55 ans, elles étaient 42 % aux sessions susmentionnées de la COP, de la CMP et de la CMA, et 48 % à la soixante-quatrième session des organes subsidiaires. L'écart le plus marqué se situe dans les tranches d'âge des 56-65 ans et des plus de 66 ans : les femmes ne représentent plus que 19 % à 33 % des représentants de Parties et 28 % à 39 % des chefs et chefs adjoints de délégation.

¹⁹ Les dates de naissance obtenues à partir du système d'enregistrement en ligne, qui contient les données saisies directement par les coordonnateurs nationaux et les interlocuteurs désignés, n'ont pas été vérifiées ; l'âge a été calculé au dernier jour de chaque session.

²⁰ Les chiffres correspondent au nombre de représentants des Parties qui ont participé aux différentes sessions, tel qu'arrêté au dernier jour de chaque session, et à qui un badge a été remis. Ils tiennent compte des personnes affiliées aux délégations des Parties (« Party overflow »). Les données ont été générées à partir du système d'enregistrement en ligne.

Tableau 3

Sexe et âge des membres des délégations des Parties présentes aux dernières sessions des organes relevant de la Convention

<i>Sessions</i>	<26 ans		26-35 ans		36-55 ans		56-65 ans		>66 ans		Total	
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>
COP 30, CMP 20 et CMA 7												
Nombre	528	314	1 981	1 748	3 634	5 054	625	1 328	155	377	6 923	8 821
%	63	37	53	47	42	58	32	68	29	71	44	56
Soixante-quatrième session des organes subsidiaires												
Nombre	110	42	468	325	697	750	70	141	9	38	1 354	1 296
%	72	28	59	41	48	52	33	67	19	81	51	49

Note : Les données relatives au sexe et à l'âge de 141 membres de délégations n'ont pas été saisies ou n'étaient pas valides.

Tableau 4

Sexe et âge des chefs et chefs adjoints de délégation aux dernières sessions des organes relevant de la Convention

	<26 ans		26-35 ans		36-55 ans		56-65 ans		>66 ans		Total	
	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>
COP 30, CMP 20 et CMA 7												
Nombre	0	0	33	24	150	237	44	112	8	18	235	391
%	0	0	58	42	39	61	28	72	31	69	38	62
Soixante-quatrième session des organes subsidiaires												
Nombre	1	0	31	18	91	126	24	37	1	2	148	183
%	100	0	63	37	42	58	39	61	33	67	45	55

Note : Les données relatives au sexe et à l'âge de 29 membres de délégations n'ont pas été saisies ou n'étaient pas valides.

D. Composition par sexe des bureaux

26. Les bureaux créés au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto ou de l'Accord de Paris jouent un rôle important dans la gestion du processus intergouvernemental. Des données sur leur composition par sexe sont regroupées dans le tableau 5.

Tableau 5

Composition par sexe des bureaux créés en vertu de la Convention, du Protocole de Kyoto ou de l'Accord de Paris

<i>Bureau(x)</i>	<i>Nombre total de membres</i>	<i>Nombre de femmes</i>	<i>Nombre d'hommes</i>	<i>Pourcentage de femmes</i>	<i>Évolution du nombre de femmes par rapport à 2025 (pp)</i>
COP, CMP et CMA	11	4	7	36	0
SBSTA et SBI ^a	6	4	2	67	0

^a Ces chiffres incluent les Présidents du SBI et du SBSTA, qui sont également membres du Bureau de la COP, de la CMP et de la CMA.

27. Le Bureau de la COP, de la CMP et de la CMA compte 11 membres, dont 4 sont des femmes. Les bureaux du SBSTA et du SBI comptent 6 membres, dont 4 sont des femmes. Les postes de Rapporteur du SBSTA, de Vice-Président du SBSTA, de Président du SBI et de Rapporteur du SBI, qui siègent au sein des Bureaux du SBSTA et du SBI ainsi qu'au sein du Bureau de la COP, de la CMP et de la CMA, sont occupés par des femmes.

E. Composition par sexe des bureaux, par groupe régional

28. La composition par sexe des membres du Bureau de la COP, de la CMP et de la CMA, ainsi que des bureaux du SBSTA et du SBI, par groupe régional, est présentée dans le tableau 6.

Tableau 6

Composition par sexe des bureaux créés en vertu de la Convention, du Protocole de Kyoto ou de l'Accord de Paris, par groupe régional

Bureau(x)	États d'Afrique	États d'Asie et du Pacifique	États d'Europe orientale	États d'Amérique latine et des Caraïbes	États d'Europe occidentale et autres États	PEID
COP, CMP et CMA	0	0	0	1	2	1
SBSTA et SBI	0	0	0	2	1	1

III. Étude de cas

29. Dans le Plan d'action de Belém, le secrétariat a été invité à ajouter, dans le rapport sur la composition par sexe, des études de cas afin de renforcer le suivi de la situation et la remontée d'informations concernant la participation pleine et entière des femmes dirigeantes au processus découlant de la Convention, dans des conditions d'égalité avec leurs homologues masculins.

30. Dans les études de cas antérieures, des informations ont été fournies sur :

- a) L'analyse des temps de parole lors des séances plénières et des réunions²¹ ;
- b) L'analyse des mesures prises par le Chili²² et le Mexique²³ en vue d'accroître le nombre de femmes occupant des postes de direction dans le processus de la Convention et au sein de leurs délégations respectives ;
- c) La composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Charm el-Cheikh²⁴ ;
- d) La composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne aux sessions des organes relevant de la Convention tenues entre 2013 et 2023²⁵ ;
- e) La composition par sexe des représentants d'organisations admises en qualité d'observateur ayant participé aux dernières sessions des organes relevant de la Convention²⁶ ;
- f) La composition par sexe du personnel du secrétariat²⁷ ;
- g) La représentation équilibrée des femmes et des hommes lors des tables rondes organisées en parallèle des sessions des organes constitués au titre de la Convention²⁸ ;
- h) La composition par sexes des organes des Conventions de Rio²⁹.

²¹ Voir les documents FCCC/CP/2021/4, chap. IV, et FCCC/CP/2022/3, chap. III.A.

²² Voir le document FCCC/CP/2021/4, chap. IV.B.

²³ Voir le document FCCC/CP/2022/3, chap. III.B.

²⁴ Voir le document FCCC/CP/2023/4, chap. III.

²⁵ Voir le document FCCC/CP/2024/4, chap. III.A.

²⁶ Voir le document FCCC/CP/2024/4, chap. III.B.

²⁷ Voir le document FCCC/CP/2024/4, chap. III.C.

²⁸ Voir le document FCCC/CP/2025/4, chap. III.A.

²⁹ Voir le document FCCC/CP/2025/4, chap. III.B.

31. L'étude de cas présentée dans ce rapport fournit des informations sur la composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu un financement de la part du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne aux conférences des Nations Unies sur les changements climatiques³⁰.

32. Les futures études de cas pourraient s'appuyer sur les contributions des Parties et des entités ayant le statut d'observateur (voir par. 7).

Composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne aux sessions des organes relevant de la Convention

33. Sur les 322 personnes³¹ ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention afin de participer en personne à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Belém, 141 (soit 44 %) étaient des femmes. Sur les 186 personnes³² ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale afin de participer en personne à la soixante-quatrième session des organes subsidiaires, 80 (soit 43 %) étaient des femmes.

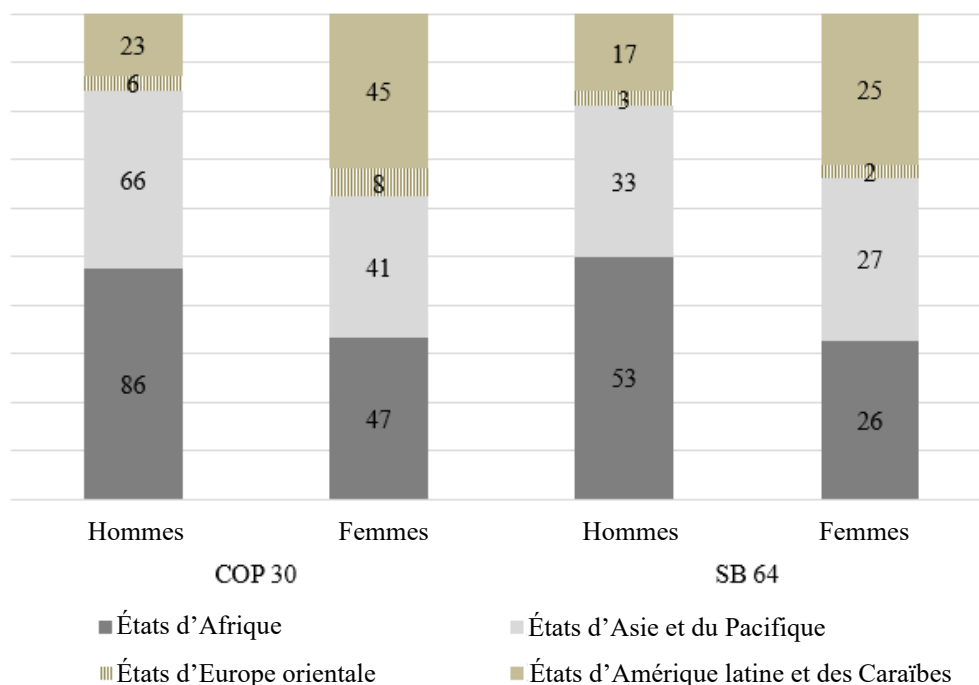
34. La figure ci-dessous montre le nombre de représentants, par groupe régional, ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne aux dernières sessions des organes relevant de la Convention. À la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Belém et à la soixante-quatrième session des organes subsidiaires, les femmes constituaient la majorité des représentants du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (respectivement 66 % et 60 % du nombre total de représentants de ces États), ainsi que la majorité des représentants du Groupe des États d'Europe orientale (57 % du nombre total de représentants de ces États). Pour les autres groupes régionaux, les femmes représentaient entre 33 et 45 % des représentants de leur groupe respectif à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Belém et à la soixante-quatrième session des organes subsidiaires.

³⁰ Décision 7/CP.30, annexe, tableau 2, produit B.2.3.

³¹ En outre, 12 membres de Bureaux et présidents de groupes, dont 3 femmes, ont reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention afin de participer en personne à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Belém.

³² En outre, 12 membres de Bureaux et présidents de groupes, dont 7 femmes, ont reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention afin de participer en personne à la soixante-quatrième session des organes subsidiaires.

Nombre de représentantes et représentants, par groupe régional, ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Belém et à la soixante-quatrième session des organes subsidiaires



Note : « SB » = session des organes subsidiaires.

35. Le rapport sur la composition par sexe de 2023 comprenait une étude de cas sur la composition par sexe des délégations des Parties ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention visant à les aider à participer en personne à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Charm el-Cheikh³³. Par rapport aux données présentées dans le rapport de 2023, la proportion de femmes ayant reçu un financement du Fonds d'affectation spéciale est passée de 37 % à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Charm el-Cheikh à 44 % à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Belém.

³³ FCCC/CP/2023/4, chap. III.

Annexe I

Composition par sexe des organes constitués au titre de la Convention, du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris, par groupe régional et autre groupement de Parties et par région socioculturelle autochtone reconnue par l'ONU*

[Anglais seulement]

Table I.1 reflects the number of women representatives of Parties only per regional group or other Party grouping. See table I.2 for details of the gender composition of the FWG by United Nations Indigenous sociocultural region.

Table I.1

Gender composition of constituted bodies established under the Convention, the Kyoto Protocol and the Paris Agreement, by regional group and other Party grouping

<i>Body</i>	<i>Total members (women/men in 2026)</i>	<i>African States 2025/2026</i>	<i>Asia-Pacific States 2025/2026</i>	<i>Eastern European States 2025/2026</i>	<i>Latin American and Caribbean States 2025/2026</i>	<i>Western European and other States 2025/2026</i>	<i>Parties included in Annex I to the Convention 2025/2026</i>	<i>Parties included in Annex II to the Convention 2025/2026</i>	<i>Parties with economy in transition 2025/2026</i>	<i>LDCs 2025/2026</i>	<i>Non-Annex I Parties 2025/2026</i>	<i>Developed/ developing SIDScountry Parties 2025/2026</i>	<i>2025/2026</i>
AC	16 (8/7)	—/—	1/1	1/1	2/1	2/2	1/—	—	—	—/1	1/1	1/1	—/—
Advisory Board of the Santiago network	12 (8/4)	—/—	1/1	2/2	2/2	1/2	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	1/1	—/—
AFB	16 (5/8)	—/1	—/—	—/—	1/2	—/1	—/—	—/—	—/—	—/—	1/—	1/1	—/—
CDM Executive Board	10 (2/8)	—/—	—/—	1/1	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	1/1	—/—	—/—
CGE	24 (12/9)	3/1	1/2	—/—	2/3	—/2	—/—	—/—	—/—	—/—	—/4	—/—	—/—
Compliance Committee enforcement branch	10 (2/7)	—/—	—/—	1/1	1/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	1/1	—/—	—/—
Compliance Committee facilitative branch	10 (3/7)	—/—	—/—	—/—	—/—	1/1	—/1	—/—	—/—	—/—	1/1	—/—	—/—

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

<i>Body</i>	<i>Total members (women/men) in 2026</i>	<i>African States 2025/2026</i>	<i>Asia-Pacific States 2025/2026</i>	<i>Eastern European States 2025/2026</i>	<i>Latin American and Caribbean States 2025/2026</i>	<i>Western European and other States 2025/2026</i>	<i>Parties included in Annex I to the Convention 2025/2026</i>	<i>Parties included in Annex II to the Convention 2025/2026</i>	<i>Parties with economy in transition 2025/2026</i>	<i>LDCs 2025/2026</i>	<i>Non-Annex I Parties 2025/2026</i>	<i>Developed/ developing SIDScountry Parties 2025/2026</i>	<i>2025/2026</i>
CTCN													
Advisory Board	18 (7/9)	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	2/2	—/—	—/—	—/—	5/5	—/—	—/—
FWG	7 (3/4)	—/—	1/1	1/1	1/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/1	—/—	—/—	—/—
KCI	12 (7/5)	1/2	1/1	2/2	2/2	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—
LEG	17 (4/10)	2/2	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	2/— 2/—
PAICC	12 (8/4)	2/1	1/1	1/1	1/1	1/2	—/—	—/—	—/—	1/1	—/—	1/1	—/—
PCCB	12 (8/4)	1/1	2/1	—/1	1/2	1/1	—/—	—/—	—/—	1/1	—/—	1/1	—/—
SCF	20 (11/9)	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	8/8	—/—	—/—	—/—	4/3	—/—	—/—
Supervisory Body	12 (4/8)	—/—	1/1	1/1	—/1	1/1	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—
TEC	22 (7/12)	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	3/5	—/—	—/—	—/—	2/2	—/—	—/—
WIM													
Executive Committee	20 (12/7)	—/—	—/—	—/—	—/—	—/—	7/5	—/—	—/—	—/—	6/7	—/—	—/—
Total	250 (111/122)	10/8	9/9	10/11	13/14	7/12	21/21	—/—	—/—	2/4	22/25	5/5	2/— 2/—

Table I.2

Gender composition of the Facilitative Working Group by United Nations Indigenous sociocultural region

<i>Body</i>	<i>Total Indigenous representative members</i>	<i>Ratio of women to men among Indigenous representative members in 2026</i>	<i>Africa</i>	<i>Arctic</i>	<i>Asia</i>	<i>Central and South America and the Caribbean</i>	<i>Central and Eastern Europe, Russian Federation, Central Asia and Transcaucasia</i>	<i>North America</i>	<i>Pacific</i>
FWG	7	3/4	1	1				1	

Note: The FWG is composed of 14 representatives: 7 of Parties and 7 of Indigenous Peoples organizations. This table reflects the representatives of Indigenous Peoples organizations only. Indigenous Peoples representatives are appointed by the Indigenous Peoples through their focal points.

Annexe II

État d'avancement des activités prescrites relatives au genre et aux changements climatiques menées par le secrétariat entre le 3 juillet 2025 et le 30 juin 2026*

[Anglais seulement]

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
36/CP.7	2–3	Bring decisions on gender balance and women being nominated to constituted bodies to the attention of Parties whenever a vacancy occurs	Ongoing. Information for Parties on nominations for election is available at https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/election-and-membership ; this web page includes a section on gender balance with reference to decisions 23/CP.18 and 3/CP.25. See also the information below relating to decision 7/CP.30, annex, table 3, activity C.1.
23/CP.18 3/CP.25 7/CP.29	8 15(b) 22(b)	Prepare an annual gender composition report and a biennial synthesis report on progress in integrating a gender perspective into constituted body processes	See document FCCC/CP/2025/4 and FCCC/CP/2025/6 .
21/CP.22	25	Maintain and regularly update the web pages for sharing information on women's participation and gender-responsive climate policy	Ongoing. The latest information and resources are available on the gender web pages of the UNFCCC website (https://unfccc.int/gender). The web pages are referenced by other institutions, such as the Intergovernmental Panel on Climate Change, as a valuable knowledge source, indicating the broadening reach of the secretariat's work on gender beyond the UNFCCC process.
3/CP.25 7/CP.29	15(a) 22 (a)	Maintain the position of senior gender focal point to retain relevant expertise and support and monitor implementation of the enhanced LWPG and its GAP	The secretariat has maintained the senior position as external and internal gender focal point, supported by a team, to continue implementation of the enhanced LWPG and its Belém GAP.
3/CP.25 7/CP.29	15(c) 22 (c)	Provide capacity-building support to constituted bodies and secretariat staff in integrating a gender perspective into their respective areas of work in collaboration with relevant organizations, as appropriate	The secretariat responded to requests from constituted bodies to provide guidance for and inputs to ongoing work on gender. For example, the secretariat contributed gender-focused inputs and updates to the AC and TEC and to a AfDB knowledge-sharing session on the intersection of gender and loss and damage. See also the information above relating to decision 3/CP.25, annex, table 5, activity E.4.
3/CP.25 7/CP.29	15(d) 22 (d)	Facilitate coordination with other United Nations entities, IGOs and	The secretariat provides regular updates on topics related to gender and climate change (e.g. events, information on new calls for submissions) and holds in-person and online meetings and exchanges emails with the collective impact gathering group on strengthening implementation of the GAP and other relevant topics. The group comprises the attendees of the initial gathering:

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

<i>Decision(s)</i>	<i>Paragraph(s)/activity</i>	<i>Mandate</i>	<i>Further information and links</i>
		NGOs in supporting implementation of the enhanced LWPG and its GAP	<p>United Nations entities (International Labour Organization, UNDP, United Nations Population Fund, United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN Women) and World Health Organization) and civil society and other organizations (AFB secretariat, Data2X, GCF secretariat, GEF secretariat, Georgetown University, International Institute for Environment and Development, International Institute for Sustainable Development, NDC Partnership, SLYCAN Trust, Women Engage for a Common Future, WEDO, World Bank and World Resources Institute). The secretariat held in-person meetings at COP 30, in New York City on the fringes of Commission on the Status of Women 70, and at SB 64 with the entities and organizations of the group attending those sessions in order to provide them with the opportunity to share information on activities linked to the enhanced LWPG and its GAP planned for 2026. The meetings also provided the participants with an opportunity to identify synergies across work and explore opportunities for collaboration.</p> <p>The secretariat, as a member of the Inter-Agency Network on Women and Gender Equality, actively participates in its annual meetings. This participation enables the secretariat to meet one of the performance indicators under the UN-SWAP. Climate change remains a key topic on which Network members collaborate.</p> <p>The secretariat is collaborating with IUCN, United Nations entities and other partners of the GEDA to facilitate alignment of the activities under the Alliance with the goals of the LWPG and its Belém GAP.</p> <p>The secretariat attended the Commission on the Status of Women 70 and participated and engaged in several events.</p> <p>The secretariat participated in New York Climate Week and joined several events as: (1) “Working Meeting on Mainstreaming the Gender–Climate Nexus Ahead of COP 30 and Beyond” organized by the Georgetown Institute for Women, Peace, and Security, which brought a group of gender and climate champions and party representatives– on the sidelines of the United Nations General Assembly– for a high-level, strategic working session. Together, these key stakeholders developed a coordinated strategy to mainstream gender across the six priorities presented by the COP 30, and to advance the gender–climate nexus globally; (2) Multi Stakeholder Dialogue to Accelerate Finance for Women in the Blue and Green Economies; (3) Road to COP30: LWPG and GAP at COP30 – Implications for Public and Private Sector Climate Finance</p> <p>The secretariat co-leads the Feminist Action for Climate Justice Action Coalition under the Generation Equality Forum with a consortium of international organizations (e.g. IUCN, Organisation for Economic Co-operation and Development, UNDP and United Nations Environment Programme). As part of its work under this Coalition, the secretariat actively engages with and advises the GEDA.</p> <p>The secretariat collaborated with the UN Convention on Biological Diversity (UNCBD), and the UN Convention to Combat Desertification (UNCCD), in organizing the event Voices from the Field: Gender Focal Points in Action Across the Rio Conventions at the IUCN World Conservation Congress.</p>

<i>Decision(s)</i>	<i>Paragraph(s)/activity</i>	<i>Mandate</i>	<i>Further information and links</i>
			<p>As a co-lead of the Women's Land Rights Initiative, the secretariat participates in regular meetings, including the annual convening, together with women-led grassroots organizations, international NGOs, government representatives, and stakeholders from the three Rio Conventions to exchange expertise and strengthen collaboration on promoting women's land rights. Discussions focused on building on previous outcomes to identify targeted actions for integrating women's land rights into environmental policy processes at the international, national and grassroots level.</p> <p>The secretariat joined the session "Women in International Climate Negotiations and National Climate Policy Processes", which is part of the series of thematic online sessions of the third edition of the Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) Women's Peace Leadership Programme (WPLP), organized by SHE Changes Climate (SCC), in collaboration with the OSCE. This initiative brought together 20 women leaders from government, diplomacy, civil society, and academia to strengthen knowledge, leadership, and collective action on the gendered dimensions of peace and security—with a particular focus on climate change.</p> <p>The secretariat participated in the "IPCC Expert Meeting on Gender, Diversity, Equity, and Inclusivity (GEDI)" co-hosted by the World Meteorological Organization (WMO) and the Government of Canada. The meeting brought together experts to explore ways to strengthen GEDI across future IPCC assessment cycles. The secretariat shared its experience on GEDI and actively engaged in the discussions.</p> <p>The secretariat collaborated with the WEDO by presenting the Belém GAP at the GEDA Advocacy & Outreach Working Group meeting.</p> <p>The secretariat supported GEDA in the organization of the event "Transforming climate action at COP 30 and beyond: Accelerating Inclusive Progress Through Gender Data" held at COP 30.</p> <p>The secretariat delivered the scene setting focused on the linkage of GESI in carbon markets and the Belém Gender Action Plan and tangible ways to financing at the event "Gender Equality and Social Inclusion (GESI) in Article 6 carbon markets" organized by the Global Green Growth Institute.</p> <p>The secretariat delivered a session to introduce the Belém GAP to the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development and World Resources Institute colleagues. The conversation following the general introduction to the Belém GAP and zoom in on national action and support (highlighted national gender and climate change focal points and some key deliverables) was very engaged.</p> <p>The secretariat engaged with the African Group of Negotiations Experts Support (AGNES) and contributed to the exchange of ideas on a proposed framework for unpacking the Belém Gender Action Plan, for mainstreaming and implementation in Africa.</p> <p>The secretariat joined the "Gender Lens Investing Deep Dive Climate Finance: The Gender-Smart Angle" and delivered the session "From Policy to Practice: Unpacking the Belém Gender Action Plan". The event organized by 2X Global covered the ground between field-level evidence and global policy, each unpacking what gender-smart climate finance looks like in practice.</p> <p>The secretariat participated in London Climate Action Week and delivered presentation on the Belém GAP at the sessions "Investing at the Gender-Climate Nexus: Practical Strategies for Impact-</p>

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
			<p>focused” and “Road to COP31: How Private Sector Climate Finance can make a difference in the implementation of the Belém Gender Action Plan”.</p> <p>The secretariat held meeting with several organizations to raise awareness on the Belém GAP, as the Inter-Parliamentary Union and the NDC Partnership.</p> <p>See also the information above relating to decision 3/CP.25, annex, table 1, activity A.1, and the information below relating to decision 3/CP.25, annex, table 4, activity D.2.</p>
3/CP.25 7/CP.29	15(e) 22 (e)	Facilitate support for building and strengthening the skills and capacities of national gender and climate change focal points	<p>Ongoing. The secretariat convened at COP 30 an in-person networking meeting for national gender and climate change focal points. In addition, the secretariat organized 3 virtual meetings (held twice to accommodate participants from different time zones) during the reporting period for national gender and climate change focal points on topics the focal points had selected, namely on (1) Presentation by the FWG on activity 5.1 of the Baku Workplan of the LCIPP (connections between their new workplan and the next GAP); (2) Data collection and use of methodologies, tools and platforms’ (3) Q&A with national gender and climate change Focal Points to address questions regarding the Belém GAP and SB 64.</p> <p>In addition, at COP 30 the secretariat organized a walk-in session for national gender and climate change focal points on gender and climate finance, which provided them with an open space to engage directly with climate funds on accessing finance for gender-responsive climate action.</p> <p>The Joint Capacity-building on Gender Mainstreaming and Social Inclusion led by the gender leads of the AF, CIF and GCF together with the NDC Partnership offered a session tailored for national gender and climate change focal points to strengthen their skills and capacities and pave the way for strategic pathways into gender-responsive national climate planning and to better understand the gender equality, women’s empowerment and inclusion aspects of the climate finance mechanisms, that was intended to equip them with a solid understanding of the available support for mainstreaming gender into climate policy and action within and beyond the financial mechanism of the UNFCCC (see: https://unfccc.int/event/joint-capacity-building-on-gender-mainstreaming-and-social-inclusion).</p> <p>All in-person meetings were held in English with simultaneous interpretation into French and Spanish.</p> <p>See also the information below relating to decision 3/CP.25, annex, table 4, activity D.2.</p>
3/CP.25 7/CP.29	15(f) 22 (g)	Enhance communication and information-sharing through existing UNFCCC web-based resources and communication activities	<p>Ongoing. The secretariat regularly prepares a newsletter (available at https://unfccc.int/topics/gender/what-s-new) with the latest news on gender and climate change. It also publishes articles in the UNFCCC Newsroom (https://unfccc.int/news; in the search field type “gender”) and on LinkedIn, in the UNFCCC managed group for professionals focusing on the nexus of gender and climate change, and keeps the information on the UNFCCC gender web pages up to date. Material as videos, social media cards and engaging posts on gender and climate change is frequently posted in the UNFCCC social media channels. Content on gender and climate change is also regularly shared with the regional collaboration centres.</p>

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
			<p>The secretariat held a virtual information session prior to COP 30, providing details on the mandated and non-mandated gender-related events planned. The information session was publicly livestreamed and allowed participants to interact and ask questions (see: https://unfccc.int/event/information-session-on-gender-and-climate-change-at-cop-30).</p> <p>The secretariat held a similar virtual information session prior to SB 64. At this session, participants received information on the gender mandated events and introduction to mandated events under other workstreams that are relevant for gender negotiators (see: https://unfccc.int/event/information-session-on-gender-and-climate-change-at-sb-64). Both information sessions were held in English, with live translation of transcript into many languages.</p> <p>After the adoption of the Belém Gender Action Plan, the secretariat organized an information session dedicated to guide gender-responsive climate action across governance levels from 2026 to 2034, which was open to national gender and climate change focal points, Party delegates, observers and civil society (see: https://unfccc.int/event/the-belem-gap-a-new-chapter-for-gender-climate-change).</p> <p>The secretariat delivered various products to commemorate the International Women's Day: (1) launched a digital campaign which mobilized a wide range of actors under #ActOnTheGAP, which generated more than 80 contributions from national gender and climate change focal points, climate funds, multilateral development banks, the COP 30 Presidency, constituted bodies, and civil society. The secretariat launched a dedicated webpage to serve as a living repository to capture and showcase global implementation efforts (see https://unfccc.int/topics/gender/events-meetings/women-s-empowerment-climate-in-the-un/international-women-s-day-8-march#IWD-2026); (2) the Executive Secretary issued a message highlighting the adoption of the Belém Gender Action Plan and the important role of women and girls in the joint fight against the climate crisis; (3) prepared and published social media videos in multiple platforms and collaborated with the United Nations University to launch a special episode in the “CB & Friends Daily Show: All you need to know about the Belém Gender Action Plan” (see https://www.youtube.com/watch?v=qz43AOiX9VM); (4) and published an internal article for staff on “Inclusive Climate Leadership: Zooming in on Disability” and the Belém Gender Action Plan.</p> <p>See also the information above relating to decision 3/CP.25, paragraph 15 (d) and below on 3/CP.25 annex, table 4, activity D.4, as well as decision 7/CP.29, paragraph 22 (d).</p>
3/CP.25 7/CP.29	15(g) 22 (h)	Participate in UN-SWAP to strengthen integration of gender considerations within the organization and work of the secretariat	The secretariat has been reporting under the UN-SWAP since 2012. In 2024, UNFCCC met or exceeded the requirements for 5 out of 14 applicable performance indicators. Results available at: https://www.unwomen.org/sites/default/files/2025-12/2024-unfccc-swap-2-reporting-results-en.pdf .
7/CP.29	23	Encourages the secretariat to consider making sure all budget proposals have considered effects on gender equality in its own organizational structure, and to appoint gender focal points in relevant departments, provided this	The secretariat has commenced work, with the support from experts, to determine how to fulfil the mandate. In addition, an organizational gender, diversity and inclusion strategy and action plan has been developed and launched.

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
		does not add to the overall cost but increases efficiency	
18/CP.20 21/CP.22 3/CP.25	8 9 annex, table 1, activity A.1	Strengthen capacity-building efforts for governments and other stakeholders in mainstreaming gender in formulating, monitoring, implementing and reviewing, as appropriate, national climate change policies, plans, strategies and action, including NDCs, NAPs and national communications	See also the information above relating to decision 3/CP.25, paragraph 15(d), paragraph 15 (e), and below relating decision 3/CP.25, annex, table 1, activity A.2; table 3, activity C.3; and annex, table 4, activity D.2.
7/CP.30	annex, table 1, activity A.1	Strengthen institutional and individual capacity within Governments for planning, implementing, monitoring, reporting on and evaluating gender-responsive national climate change policies, plans, strategies and actions, as appropriate, as reported by Parties in regular reports and communications under the UNFCCC and in national and sectoral plans	
3/CP.25	annex, table 1, activity A.2	Discuss and clarify the role and work of the national gender and climate change focal points, including by providing capacity-building, tools and resources; sharing experience and best practices; and facilitating workshops, knowledge exchange, peer-to-peer learning, mentoring and coaching	The secretariat maintains a group for the national gender and climate change focal points on Microsoft Teams to facilitate informal meetings, information-sharing and interaction. This includes a chat function (individual or group), video meetings, file storage and the integration of other applications.
24/CP.27	annex, paragraph 1		The secretariat supported organizations such as WEDO by providing inputs to and support for their capacity-building events for national gender and climate change focal points.
7/CP.30	annex, table 1, activity A.1	Strengthen the role and the work of the national gender and climate change focal points	The secretariat, in collaboration with the AF, the CIF, the GCF and the GEF, maintains the climate finance and gender key resources portal (https://unfccc.int/topics/gender/climate-finance-and-gender-key-resources), which contains up-to-date information on capacity-building resources and training opportunities related to climate finance in general, and gender-responsive climate finance in particular, specifically targeting national gender and climate change focal points to enable them to better understand how to access climate finance and funding for gender mainstreaming.
			The secretariat organized the “In-session workshop on best practices and tools for strengthening the role of national gender and climate change focal points, including reflection on and description of their role and activities” at SB 64. Participants explored and shared best practices and tools, discussed the role and activities of national gender and climate change focal points and shared their views for a way forward. While the first day featured joint reflection open to all, the second day focused on strengthening skills and on regional discussions and was dedicated to national gender

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
			and climate change focal points and interested Party representatives only. Skills labs were delivered by WEDO and South South North (see: https://unfccc.int/event/in-session-workshop-on-best-practices-and-tools-for-strengthening-the-role-of-national-gender-and). The report of the workshop will be published before COP 31.
			See also the information above relating to decisions 3/CP.25 , paragraph 15 (d) and (e), 18/CP.20 , paragraph 8, 21/CP.22 , paragraph 9, and 3/CP.25 , annex, table 1, activity A.1, and below relating to decision 3/CP.25 , annex, table 2, activity B.1.
3/CP.25	annex, table 1, activity A.3	Enhance capacity-building for governments and other relevant stakeholders to collect, analyse and apply sex-disaggregated data and gender analysis in the context of climate change, where applicable	The secretariat is collaborating with IUCN, United Nations entities and other partners of the GEDA to facilitate alignment of the activities under the Alliance with the goals of the LWPG and its GAP.
24/CP.27	4		The secretariat collaborated with the GEDA members to deliver the event “Transforming climate action at COP 30 and beyond: Accelerating Inclusive Progress Through Gender Data” in New York.
3/CP.25	annex, table 1, activity A.4	Strengthen the evidence base and understanding of the differentiated impacts of climate change on men and women and the role of women as agents of change and on opportunities for women	Ongoing. See the information above relating to decision 3/CP.25 , paragraph 15(c).
3/CP.25	annex, table 1, activity A.5	Promote the use of social media, web resources and innovative communication tools to effectively communicate to the public, in particular reaching out to women, on the implementation of the LWPG and its GAP and on gender equality	Ongoing. The secretariat publishes relevant articles in the UNFCCC Newsroom, manages a LinkedIn community, keeps the gender web pages on the UNFCCC website up to date, shares information via the gender and climate change newsletter (see https://us20.campaign-archive.com/home/?u=aaba98dfc430d4ffd67982992&id=01e71a72f5), and promotes use of the #ActOnTheGAP hashtag on social media. See also the information above relating to decision 3/CP.25 , paragraph 15(f), 7/CP.29 , paragraph 22 (g), and below relating to decision 3/CP.25 , annex, table 4, activity D.4.
3/CP.25	annex, table 2, activity B.1	Promote initiatives for capacity-building in leadership, negotiation and facilitation of negotiation for women delegates including young women, Indigenous women and women from local communities, including through webinars and in-session training to enhance women’s participation in the UNFCCC process	Ongoing. The secretariat collaborates with the Women Delegates Fund on building the capacity of women negotiators participating in UNFCCC sessions through the Night School training programme held prior to United Nations climate change conferences.
24/CP.27	annex, paragraph 2		The secretariat organized two Orientation Sessions for Youth at COP 30 and at SB 64, where young delegates, especially those attending the UNFCCC Conferences or Sessions for the first time, have an opportunity to learn of each topic under the climate change process, engage and network with other young delegates. The session offers an introduction to each thematic topics, including gender.
7/CP.30	annex, table 2, activity B.1	Foster the full, meaningful and equal participation and leadership of all women and girls, particularly	The secretariat collaborated with United Nations Institute for Training and Research, the COP 28 Presidency and the COP 28 Presidency Youth Climate Champion to develop the e-course “Mastering International Climate Negotiations: All You Need to Know” available on UN CC: Learn platform, which aims to build capacities of delegates, particularly youth negotiators, youth-led and youth-focused organizations in the climate negotiation space as well as anyone else

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
		Indigenous women and women from local communities, taking into account multidimensional factors, by promoting capacity-building initiatives for leadership and negotiation skills and by eliminating barriers for women in decision-making processes at all levels	interested in learning more about the thematic areas in international climate negotiations. The course is updated annually in collaboration with the Presidency Youth Climate Champions and includes a module on gender and climate change. See also the information above relating to decision 3/CP.25 , paragraph 15(e).
3/CP.25	annex, table 2, activity B.2	Promote travel funds as a means of supporting the equal participation of women in all national delegations at UNFCCC sessions, as well as funds to support the participation of grass-roots local and Indigenous Peoples' communities from developing countries, the LDCs and SIDS, and encourage Parties and relevant organizations to share information on travel funding	Ongoing. The secretariat supports the Women Delegates Fund in organizing a networking event held during the midyear sessions of the subsidiary bodies to highlight the role of travel funds and the achievements of the Fund in ensuring the equal participation of women in the UNFCCC process. Before each session, the secretariat launches a survey to collect travel needs from Party delegates to participate in UNFCCC sessions and other relevant mandated UNFCCC meetings. While the secretariat does not dispose of funds to support travel, it actively promotes this mandate in all its engagements with partners and proactively reaches out to relevant organizations for this purpose. Additionally, the secretariat directly facilitates the communication of those delegates with United Nations entities and other organizations that have expressed interest in providing such support. This awareness-raising lead partners to offer support to several delegates.
24/CP.27 7/CP.29	16 22 (f)	Support the attendance of national gender and climate change focal points at relevant mandated UNFCCC meetings, upon request and subject to the availability of resources	The secretariat included in this report FCCC/CP/2026/4 the gender composition of Party delegates having received funding through the trust fund for participation in the UNFCCC process for in-person participation in the United Nations Climate Change conferences reported.
7/CP.30	annex, table 2, activity B.2	Promote travel funds and capacity-building to improve the full, meaningful, and equal participation and leadership of women in delegations at United Nations Climate Change conferences, as well as funds for supporting the participation of Indigenous Peoples, grass-roots local communities from developing countries, the least developed countries and small island developing States, and encourage Parties and relevant organizations to share information on travel funding	

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
7/CP.30	annex, table 3, activity C.7	Support the attendance of national gender and climate change focal points at relevant meetings	
3/CP.23	annex, table 2, activity B.2	Include in regular notifications to Parties at the time of nomination to UNFCCC bodies the latest report on the gender composition of the relevant body	Up-to-date information on the gender composition of constituted bodies is highlighted on the election and membership web page of the UNFCCC website (https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/election-and-membership). Gender composition data and information on relevant decisions was also included in the information note to Parties on nomination of candidates for appointment or election during the UNFCCC sessions in 2026 (see https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/election-and-membership#COP-31-Elections).
3/CP.25	annex, table 3, activity C.1	Ensure that members of constituted bodies are introduced to gender-related mandates and to the relevance of gender in the context of their work in a consistent and systematic manner	Ongoing. The secretariat ensures that all new and existing members of constituted bodies are made aware of gender-related mandates and the relevance of gender in the context of their work in a consistent and systematic manner by providing support and tailored capacity-building.
24/CP.27	annex, paragraph 3		The secretariat regularly presents information on gender-related mandates and data on the gender composition of constituted bodies at the consultations on the elections that are held at each Subsidiary Body session.
7/CP.30	annex, table 3, activity C.1	Ensure that Chairs and members of UNFCCC constituted bodies and chairs and facilitators overseeing work programmes under the UNFCCC process are introduced to gender-related mandates and to the importance of gender-responsiveness in the context of their work in a consistent and systematic manner to support implementation of the enhanced Lima work programme on gender and the Belém gender action plan	See also the information above relating to 3/CP.25, paragraph 15(c).
3/CP.25	annex, table 3, activity C.3	Strengthen coordination between the work on gender considerations of the subsidiary bodies under the Convention and the Paris Agreement and other relevant United Nations entities and processes, in particular the 2030 Agenda for Sustainable Development, as applicable	The secretariat supported the COP 30 Presidency to organize Gender Day. The high-level event “Towards a people-centered climate action: recognizing the role of women and girls of African descent”, underscored the leadership of women and girls of African descent in driving resilient and equitable climate solutions, bringing together high-level representatives and community leaders to emphasize the need for inclusive, evidence-based, and community-driven approaches across adaptation, mitigation, and climate finance, while providing a space for reflection and exchange on advancing more just and gender-responsive climate governance (see: https://unfccc.int/event/towards-a-people-centered-climate-action-recognizing-the-role-of-women-and-girls-of-african-descent). The secretariat held an information-sharing meeting with secretariat staff who support the work of constituted bodies to map into which activities of the respective bodies’ workplans gender considerations can be further integrated.

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
			See also the information above relating to decision 3/CP.25, paragraph 15(c–d).
7/CP.30	annex, table 4, activity D.1	Share experience in and support capacity-building for public finance instruments and methodologies, such as gender-responsive budgeting, to advance gender-responsive climate policies, plans, strategies and actions, as appropriate	<p>The secretariat launched a call for submissions on experience in implementing gender-responsive financial instruments and methodologies, and available capacity-building in this regard and is preparing the synthesis report on the submissions.</p> <p>The secretariat included in this report FCCC/CP/2026/4 information on the implementation of paragraph 23 of decision 7/CP.29.</p>
3/CP.25	annex, table 4, activity D.2	Raise awareness of the financial and technical support available for promoting the strengthening of gender integration into climate policies, plans, strategies and action, as appropriate, including good practices to facilitate access to climate finance for grass-roots women's organizations and Indigenous Peoples and local communities	<p>The secretariat, the Multilateral Climate Funds — the AF, CIF, and the GCF — together with the NDC Partnership collaborated to deliver a training to national gender and climate change focal points during Climate Week in Addis Ababa, Ethiopia, on climate finance and gender, titled “Joint Capacity-building on Gender Mainstreaming and Social Inclusion” (see: https://unfccc.int/event/joint-capacity-building-on-gender-mainstreaming-and-social-inclusion). The session is intended to strengthen the skills and capacities of national gender and climate change focal points to advance gender-responsive national climate planning and deepen understanding of gender equality, women's empowerment, and inclusion in climate finance mechanisms. It also created a space for targeted learning, peer exchange, and strategic planning, reinforcing the shared goal of inclusive, country-driven climate governance.</p>
7/CP.30	annex, table 4, activity D.3	Raise awareness of the financial and technical support available for mainstreaming gender in climate policies, plans, strategies and actions, as appropriate, including lessons learned for facilitating access to climate finance for grass-roots women's organizations, Indigenous Peoples and local communities, including through direct access modalities, and for implementing the enhanced Lima work programme and its gender action plan	<p>The secretariat organized the event “Financing implementation of the Belém Gender Action Plan at the national level” at Climate Week in Yeosu, Republic of Korea. The objective of the event was to strengthen national capacities for accessing gender-responsive climate finance to support the implementation of the Belém GAP at the national level. Participants learned about funding windows, readiness support, and tailored opportunities for gender-responsive climate finance offered by climate funds and multilateral development banks, as well as private sector finance for gender-responsive climate action and innovative finance solutions (see: https://unfccc.int/event/financing-implementation-of-the-belem-gender-action-plan-at-the-national-level).</p> <p>See also the information above relating to decision 3/CP.25, annex, table 1, activity A.2, and annex, table 4, activity D.1.</p>
3/CP.25	annex, table 4, activity D.4	Support the collection and consolidation of information and expertise on gender and climate change in sectors and thematic areas as well as identifying experts on gender and climate change, as needed, and enhance knowledge platforms on gender and climate change	<p>Ongoing. The secretariat collaborated with the CTCN, the TEC and other constituted bodies to develop a roster of experts in the areas of gender and climate as well as of women experts in areas of climate change relevant to the CTCN and the TEC. The roster (available at https://www.ctcn.org/networking-and-collaboration/gender-and-climate-technology-expert-roster) is a resource when experts are needed for events, workshops and activities and for consultation during the provision of technical assistance.</p> <p>The secretariat created and manages a LinkedIn group for professionals focusing on the climate–gender nexus with the aim of promoting best practices and resource- and knowledge-sharing; identifying intersectional approaches to gender and climate mainstreaming; fostering a community for continued engagement; strengthening collaboration among stakeholders; connecting, supporting and empowering stakeholders; providing information on upcoming events; and engaging with and</p>

<i>Decision(s)</i>	<i>Paragraph(s)/activity</i>	<i>Mandate</i>	<i>Further information and links</i>
			linking gender and climate under the UNFCCC, the Sustainable Development Goals and the Generation Equality Forum.
7/CP.30	annex, table 4, activity D.4	Advance methods for improving the gender-responsiveness of climate finance	The secretariat organized the dialogue on gender-responsive climate finance at SB 64, which brought together operating entities of the UNFCCC Financial Mechanism, multilateral climate funds, national gender and climate change focal points, and civil society to take stock of where we are and where we need to go on climate finance. Panels and interactive discussions included civil society perspectives and insight from the Independent Evaluation Unit of the Green Climate Fund, the Independent Evaluation Office of the Global Environment Facility, the GCF, the GEF, and the AF, exploring the current state of gender-responsive climate finance, reflecting on impact and progress and on what it takes for finance to genuinely integrate both climate and gender considerations (see: https://unfccc.int/event/dialogue-on-progress-in-the-delivery-of-gender-responsive-climate-finance).
3/CP.25	annex, table 4, activity D.5	Engage women's groups and national women and gender institutions in the process of developing, implementing and updating climate policies, plans, strategies and action, as appropriate, at all levels	The secretariat issued an open call for submissions for Parties and organizations to share experience of engaging women's groups and national women and gender institutions in the process of developing, implementing and updating climate policies, plans, strategies and action, as appropriate, at all levels. See also the information above relating to decision 3/CP.25, paragraph 15 (e) and 7/CP.29, paragraph 22(e).
7/CP.30	annex, table 4, activity D.5	Support the collection and consolidation of information on gender and climate change in sectors and thematic areas as well as identify experts on gender and climate change and enhance knowledge platforms on gender and climate change	The secretariat organized the Expert dialogue on relevant issues in gender and age-disaggregated data and gender analysis at SB 64, in collaboration with the GEDA. This dialogue brought together data experts, policymakers, researchers, and civil society representatives to map the current landscape of gender- and age-disaggregated data relevant to climate change and discuss a way forward to strengthen evidence-based, gender-responsive climate action. Discussions spanned through three panels on data as a cornerstone of the Belém GAP, the global state of play and bridging data gaps by advancing rights-based and non-extractive methodologies. In a group work session, participants dove into the barriers that continue to limit data collection and explored approaches to filling those gaps across key thematic areas —including care work and climate change, health and gender in the climate context, violence against women and girls, and examples of engaging men and boys and of gender-responsive climate action (see: https://unfccc.int/event/expert-dialogue-on-relevant-issues-in-gender-and-age-disaggregated-data-and-gender-analysis).
3/CP.25	annex, table 4, activity D.7	Enhance the availability of sex-disaggregated data for gender analysis, taking into consideration multidimensional factors, to better inform gender responsive climate policies, plans, strategies and action, as appropriate	See information relating to decision 3/CP.25, paragraph 15 (d) and 7/CP.29, paragraph 22 (d).

<i>Decision(s)</i>	<i>Paragraph(s)/activity</i>	<i>Mandate</i>	<i>Further information and links</i>
3/CP.25	annex, table 5, activity E.1	Strengthen the monitoring and reporting on women in leadership positions within the UNFCCC process in the context of the gender composition report referred to in paragraph 15(b) of decision 3/CP.25 , including through case studies	<p>The gender composition report has been strengthened by case studies. The 2025 gender composition report features two case studies: one on the gender balance of side event panels at COP26–29 and relevant subsidiary body sessions, and another on gender composition across the Rio Conventions.</p> <p>The report reaffirms earlier trends: while gender parity has been achieved in Party delegations at SB sessions, disparities remain during COPs, particularly among heads and deputy heads of delegation, with women’s representation declining with age. It also provides data on the gender composition of constituted bodies and bureaux.</p>
7/CP.30	annex, table 5, activity E.1	Strengthen the monitoring of and reporting on the full, meaningful and equal participation of women in leadership positions within the UNFCCC process, in the context of the gender composition report referred to in paragraph 22(b) of decision 7/CP.29 , including by conducting case studies	<p>The secretariat informed the COP 31 Presidency on the voluntary reporting of gender composition of national delegations and technical teams supporting the COP Presidency and high-level champions, including on gender- and age-disaggregated data.</p>
3/CP.23	annex, table 5, activity E.4	Encourage knowledge exchange activities among secretariat staff across all thematic areas to update on work related to gender	<p>The secretariat organizes regular meetings and knowledge exchange activities to map entry points for consideration of gender as a cross-cutting issue in the work of constituted bodies and under UNFCCC work programmes.</p> <p>The secretariat held knowledge sharing meetings with colleagues supporting constituted bodies and work programmes across the secretariat to identify opportunities for gender mainstreaming, resulting in the creation of a webpage featuring the latest UN Climate Change publications referencing gender (see: https://unfccc.int/topics/gender/gender-and-unfccc-topics).</p>
24/CP.27	annex, paragraph 4	Encourage Parties and relevant UNFCCC constituted bodies, in line with their respective mandates, to support action and implementation of the enhanced LWPG and GAP	<p>Ongoing. See the information above relating to decision 3/CP.25, annex, table 3, activities C.1 and C.2.</p>
24/CP.27	annex, paragraph 7	Raise awareness of the support available to developing country Parties for reporting on the implementation of the GAP	<p>See the information relating to decision 3/CP.25, annex, table 1, activity A.2 and 24/CP.27, annex, paragraph 1.</p>
FCCC/SBI/2025/L.3	paragraph 4	The SBI recalled that other in-person or hybrid technical workshops to facilitate the design of gender action plan activities may be held during 2025 in conjunction with existing events, at the discretion of the Chair of	<p>Following the expression of interest presented to the SBI Chair by the Government of Ethiopia to hold a hybrid additional Technical Workshop to facilitate the design of gender action plan activities in Addis Ababa, the secretariat delivered the event and prepared an informal summary, which supported Parties in advancing the thinking on potential GAP activities and deliverables (see: https://unfccc.int/event/additional-technical-workshop-to-facilitate-the-design-of-gender-action-plan-activities).</p>

Decision(s)	Paragraph(s)/activity	Mandate	Further information and links
		the SBI upon receiving an expression of interest from a Party to host such a workshop	

Abbreviations: CIF = Climate Investments Fund; GCF = Green Climate Fund; GEDA = Gender and Environment Data Alliance; GEDI = Gender, Diversity, Equity and Inclusivity; GEF = Global Environment Facility; IPCC = Intergovernmental Panel on Climate Change; IUCN = International Union for Conservation of Nature; NDC = Nationally Determined Contributions; NGO = Non Governmental Organisations; UNDP = United Nations Development Programme; UN-SWAP = United Nations System-wide Action Plan; WEDO = Women and Environment Development Organization.
